



ARPTC

Autorité de Régulation de la Poste et des
Télécommunications
du Congo

1

Forum Régional sur les Aspects Economiques et financiers des télécoms pour l'Afrique BDT/UIT

(Sao Tomé du 02-05 fév. 2015)

Thème:

**S.U et Accès au large bande en RDC: de la
Vision à la réalité**

Canevas

2

1. RDC: Données statistiques
2. Accès aux S.U et Cadre réglementaire existant
3. État de mise en œuvre et Financement S.U
4. Infrastructures et accès aux services large bande
5. Contraintes majeures
6. Conclusion

I. Données statistiques RDC

3

La RDC est entourée par 9 pays limitrophes: au Nord-RCA et le Soudan, à l'Est-l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et la Tanzanie ; au Sud-la Zambie et l'Angola; et à l'Ouest par la Rép. du Congo.

- Superficie : 2.345.000 Km
- Population : 75.621.700 d'habitants (estimée)
- PIB/hab. : 269\$US
- Taux de croissance économique : 8.5%
- Taux de croissance de la population : 3%
- Nombre opérateurs mobiles: 6
- Nombre d'abonnements mobiles : 34 377 947 abonnés
- Taux de pénétration téléphonie mobile : 45%
- Taux de pénétration Internet large bande: 7%
- ARPU mobile: 2.47\$us/mois

II. Accès aux SU et Cadre réglementaire existant

4

- Parmi les principales innovations apportées par la réforme du secteur des télécoms(2002):
 - L'introduction du concept «Service Universel» qui ouvre l'accès à tous, aux différents services ouverts au public à un coût raisonnable.
 - La création du « Fond de Service Universel ».
- Depuis lors, avec l'élaboration du Document de Politique Sectorielle (DPS) en 2009: le S.U a pris une nouvelle dimension en intégrant la notion « d'accès aux services large bande ».

III. Etat de mise en oeuvre du S.U

5

- La couverture du pays: 50% de la population pour 20% du territoire.
- La couverture des zones restantes n'est que très partiellement réalisée dans le cadre de l'extension des réseaux des opérateurs mobiles.
- Le DPS intègre **la nécessité d'accélérer la couverture** du territoire et de remplir les objectifs du S.U et d'accès aux services large bande.

A cela s'ajoutent:

- Des **mesures réglementaires(en cours)** pour accélérer le déploiement des réseaux à l'initiative des opérateurs dans les zones à rentabilité faible:
- ✓ Les **Arrêtés ministériels** définissant les mécanismes favorisant le partage d'infrastructures; celui fixant modalités de mise en œuvre du S.U ainsi que celui portant organisation et fonctionnement du FSU.

Financement du S.U

6

- Il est prévue que les ressources mobilisées par le FSU devront être **consacrées à des projets d'infrastructures notamment large bande** qui ont une viabilité économique et financière approuvée;
- À ce jour, les opérateurs payent au compte du trésor les **redevances de concession de 2% sur le CA HT**. Ceux-ci couvrent les frais et redevances annuelles pour la gestion du plan de numérotation, **la contribution annuelle au FSU**, à la recherche et formation etc...;
- La situation actuelle, marquée par la perception de cette redevance du S.U sans pour autant financer des projets y relatifs, reste difficilement justifiable...

IV. Infrastructures et accès aux services large bande

7

- A côté de la notion dorénavant classique du S.U, il a été initié le projet de construction d'infrastructures haut-débit (BBN) nationale en F.O sur l'ensemble du territoire national;
- Cette infrastructure en cours, va relier l'ensemble des provinces en couvrant tout le territoire en F.O: Ouest- Sud, Sud-l'Est, Est- Nord et du Nord-l'Ouest;
- Cette ambition de déployer sur l'ensemble du territoire une infrastructure large bande, se fonde sur le constat que la volonté d'offrir *l'accès aux services de télécoms/TIC restera vain tant qu'une infrastructure adéquate ne sera pas disponible.*

V. Contraintes Majeurs

8

- Dimension du pays : une étendue sur 2.345.409 km² avec 75 millions d'hab. dont près 70% établis en milieu rural;
- Topographie (immense forêt équatoriale au centre);
- Insuffisances des infrastructures de base (route, nombreux biefs fluviaux non navigables) et de l'énergie;
- Secteur des TIC prédominé par la téléphonie mobile (99%) et une quasi-inexistence des réseaux fixes;

Contraintes (suite)

9

- Faible niveau de couverture (50% du territoire nat.; 20% seulement de la pop.) et taux de pénétration encore faible de 45% ;
- Près de 99% des FAI concentrés dans la capitale et dans quelques grandes villes ;
- Coûts d'accès à l'Internet encore très élevés par rapport au revenu moyen de la population;

VI. Conclusion

10

- La mise en œuvre effective du S.U devra constituer un début de concrétisation au niveau nat. de l'accès universel aux services large bande;
- La mise en place envisagée très prochainement, du cadre régl. sur modalités du S.U et avec la construction(en cours) des infrastructures haut débit, contribuera significativement à traduire dans la réalité la vision exprimée par le GVT d'assurer l'accès aux services large bande au profit de la population;
- En fin, la volonté d'offrir à la pop. l'accès universel aux services TIC de qualité et aux coûts abordables restera vain tant qu'une infrastructure large bande adéquate ne sera pas disponible.

Merci

Contacts:

Romain Ciza

Directeur Economie et Prospective/ARPTC-RDC

Tel: +243-999925913

cizaroma@yahoo.fr, romain.ciza@arptc.gouv.cd